

Art. 2. — La demande d'autorisation préalable d'importation des produits visés à l'article 1<sup>er</sup> doit être adressée directement :

Au ministère de l'agriculture, service vétérinaire, 3, rue Barbet-de-Jouy, à Paris (7<sup>e</sup>), pour les produits biologiques (30-02 A et C de la nomenclature) destinés à la médecine vétérinaire. La demande doit être présentée dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 31 juillet 1953 ;

Au ministère de la santé publique et de la population, service central de la pharmacie, 9, avenue de Lowendal, Paris (7<sup>e</sup>), pour les produits autres que ceux visés à l'alinéa précédent. La demande doit comprendre une indication relative à la composition des produits dont l'importation est envisagée.

Art. 3. — Le chef du service central de la pharmacie au ministère de la santé publique et de la population, le directeur général des douanes et droits indirects au ministère des finances et des affaires économiques et le directeur général de la production et des marchés au ministère de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 22 septembre 1965.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général des douanes et droits indirects,*  
PHILIPPE DE MONTREMY.

*Le ministre de l'agriculture,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le conseiller technique adjoint au directeur du cabinet,*  
GUY SALMON-LEGAGNEUR.

*Le ministre de la santé publique et de la population,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef du service central de la pharmacie,*  
H. NARGELET.

#### Transfert de crédits.

Rectificatif au *Journal officiel* du 13 octobre 1965, page 9040 :

Tableau B.

Armées. — Section commune.

Colonne Chapitre, au lieu de : « 66-00 », lire : « 51-89 » (le reste sans changement).

#### Administration centrale des affaires économiques.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre délégué chargé de la coopération en date du 21 octobre 1965, M. Bernard Moureau, administrateur civil à l'administration centrale des affaires économiques, est placé en service détaché auprès du ministère de la coopération, en qualité de chargé de mission, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1963, puis de sous-directeur, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1964.

Par arrêté du Premier ministre, du ministre des finances et des affaires économiques et du ministre délégué chargé de la coopération en date du 21 octobre 1965, M. Bernard Moureau, administrateur civil, est placé en service détaché, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 1965 au 31 décembre 1967, auprès du ministère de la coopération, en qualité de sous-directeur.

#### Expansion économique à l'étranger.

Par arrêté en date du 11 octobre 1965, M. Degoutin, attaché commercial à Bad-Godesberg, a été affecté à l'administration centrale, du 1<sup>er</sup> novembre 1964 au 30 juin 1965, puis auprès de l'ambassade de France à Rome pour y exercer les fonctions de son grade sous l'autorité du conseiller commercial, chef des services d'expansion économique en Italie.

## MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret n° 65-899 du 21 octobre 1965 portant création d'une école nationale de perfectionnement pour enfants et adolescents inadaptés.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, du ministre des finances et des affaires économiques et du secrétaire d'Etat au budget,

Vu la loi du 15 avril 1909 relative à la création de classes de perfectionnement annexées aux écoles publiques et d'écoles autonomes de perfectionnement pour les enfants arriérés ;

Vu la loi n° 51-1487 du 31 décembre 1951 relative au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement des services civils pour l'année 1952 (Education nationale), notamment son article 4 érigeant les écoles nationales de perfectionnement en établissements publics d'Etat ;

Vu le décret n° 54-46 du 4 janvier 1954 fixant les règles d'administration des écoles nationales de perfectionnement ;

Vu le décret n° 56-647 du 28 juin 1956 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier des fonctionnaires des écoles nationales de perfectionnement ;

Vu la loi n° 64-1279 du 23 décembre 1964 portant loi de finances pour l'exercice 1965,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé à Paris, 29 bis et 33 bis, rue de Cronstadt, une école nationale de perfectionnement pour garçons.

Cet établissement est soumis au régime administratif déterminé par le décret n° 54-46 du 4 janvier 1954 relatif aux écoles nationales de perfectionnement et au régime financier et comptable défini par le décret n° 53-1227 du 10 décembre 1953 relatif à la réglementation comptable applicable aux établissements nationaux à caractère administratif et par le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique.

Art. 2. — Le régime scolaire est l'externat (demi-pension). Toutefois, un centre d'observation pourra recevoir un certain nombre d'élèves en qualité d'internes.

Art. 3. — Les fonctionnaires nommés dans cet établissement seront soumis au statut particulier des fonctionnaires des écoles nationales de perfectionnement.

Art. 4. — Le ministre de l'éducation nationale, le ministre des finances et des affaires économiques et le secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 octobre 1965.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'éducation nationale,*  
CHRISTIAN FOUCHET.

*Le ministre des finances et des affaires économiques,*  
VALÉRY GISCARD D'ESTAING.

*Le secrétaire d'Etat au budget,*  
ROBERT BOULIN.

Décret du 22 octobre 1965 portant nomination du directeur du Conservatoire national des arts et métiers.

Par décret du Président de la République en date du 22 octobre 1965, M. Guérin (Paul), inspecteur général de l'instruction publique, directeur adjoint du Conservatoire national des arts et métiers, est nommé directeur du Conservatoire national des arts et métiers, en remplacement de M. Ragey, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif.

Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu le décret n° 63-619 du 29 juin 1963 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les diplômes attestant l'aptitude aux fonctions d'éducateur physique ou sportif et visés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 63-807 du 6 août 1963 sont énumérés aux tableaux A et B annexés au présent arrêté. Ces tableaux seront ultérieurement complétés en application des articles 4 et 5 ci-après.

Les diplômes ou brevets concernant l'éducation physique et figurant au tableau A donnent droit pour l'enseignement de cette discipline :

- a) En ce qui concerne le premier groupe, au titre de professeur ;
- b) En ce qui concerne le deuxième groupe, au titre de maître ;
- c) En ce qui concerne le troisième groupe, au titre de moniteur ;
- d) En ce qui concerne le quatrième groupe, au titre d'aide-moniteur.

Les diplômes ou brevets attestant l'aptitude à exercer la profession d'éducateur sportif figurent au tableau B. Leurs titulaires prennent pour titre celui qui est mentionné dans ce tableau.

Nul n'a le droit d'usurper l'un quelconque de ces titres.

Art. 2. — Les personnes qui exercent contre rétribution la profession d'éducateur physique, à titre d'occupation principale ou secondaire, de façon régulière ou même saisonnière, dans une salle, un gymnase, un cours ou d'une manière plus générale dans un établissement d'éducation physique à but lucratif, doivent être titulaires d'un des diplômes donnant droit au titre de professeur ou de maître, visés à l'article 1<sup>er</sup>, ou relever de la législation concernant la kinésithérapie.

Toutefois, les personnes qui professent contre rétribution dans ces mêmes établissements, sous le contrôle d'un professeur ou d'un maître, peuvent n'être titulaires que d'un diplôme donnant droit au titre de moniteur ou d'aide-moniteur.

Lorsque l'enseignement de l'éducation physique n'est dispensé dans un établissement qu'à titre d'activité secondaire, les éducateurs pourront, par dérogation accordée par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, n'être titulaires que d'un diplôme donnant droit au titre de moniteur ou d'aide-moniteur.

Art. 3. — Les personnes qui exercent la profession d'éducateur physique contre rétribution, mais dans des organismes ne poursuivant pas un but lucratif, pourront, lorsque cet enseignement n'est pour elles qu'accessoire, n'être titulaires que d'un diplôme du groupe 3 ou 4 du tableau A.

Art. 4. — Les personnes qui enseignent contre rétribution l'un des sports dangereux déjà réglementés (escrime, alpinisme, ski, natation, judo et disciplines assimilées, plongée subaquatique et ski nautique) doivent être obligatoirement en règle avec les textes législatifs et réglementaires concernant le sport considéré.

Les textes portant création de brevets d'Etat pour d'autres sports dangereux devront réserver expressément l'enseignement de ces disciplines aux titulaires des brevets correspondants.

L'enseignement contre rémunération des sports non dangereux peut de même être réservé aux seuls titulaires des brevets d'Etat créés spécialement à cet effet. Toutefois, dans les conditions qui seront définies par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, l'autorisation d'enseigner à titre rémunéré certaines de ces disciplines pourra éventuellement être accordée aux titulaires d'un des diplômes ou brevets d'éducateur physique des groupes 1 et 2 du tableau A.

Art. 5. — Certains groupements privés ou fédérations, et notamment certaines fédérations sportives dirigeantes, pourront exceptionnellement bénéficier de la délégation du ministre de l'éducation nationale prévue à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de la loi du 6 août 1963 susvisée, à l'effet de délivrer sous le contrôle de l'Etat un diplôme attestant l'aptitude à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif.

Les fédérations ou groupements désireux d'en bénéficier doivent en faire la demande au secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, directement en ce qui concerne les fédérations et sous couvert du chef du service départemental de la jeunesse et des sports du lieu de leur siège social en ce qui concerne les groupements privés.

Cette délégation sera accordée par arrêté du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, après avis de la commission définie à l'article 7 ci-après.

Elle ne pourra en aucun cas être accordée pour la délivrance de diplômes ou brevets attestant l'aptitude à l'enseignement d'un sport dangereux.

Art. 6. — Cette même commission examinera les demandes d'admission par équivalence des diplômes étrangers ainsi qu'il est prévu à l'article 1<sup>er</sup>, § 2 (alinéa b), de la loi susvisée.

Les décisions seront prises par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports et seront individuelles tant que des accords n'auront pas été conclus en la matière avec les pays étrangers intéressés ; en cas d'accord, les équivalences seront prononcées par voie d'arrêté. Les décisions individuelles ne feront l'objet que de notifications tant aux intéressés qu'aux services locaux de la jeunesse et des sports.

Art. 7. — La commission visée aux articles 5, 6 et 10 du présent arrêté comprend :

D'une part,

- Le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ou son représentant, président ;
- Le directeur des sports ou son représentant ;
- Le sous-directeur de l'administration au secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ou son représentant ;
- Un inspecteur général de la jeunesse et des sports ;

- Un inspecteur principal de la jeunesse et des sports ;
- Un inspecteur de la jeunesse et des sports ;
- Un médecin du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports ;
- Un professeur d'éducation physique et sportive,

Et, d'autre part,

soit (pour un diplôme qui figurera au tableau A) :

- Un maître d'éducation physique et sportive ;
- Un responsable de l'entraînement physique dans les milieux du travail ;
- Un aide-moniteur d'éducation physique et sportive ;
- Un exploitant de salle,

soit (pour un diplôme qui figurera au tableau B) :

- Un directeur ou un entraîneur national ;
- Trois personnes possédant un des titres du tableau B.

Les membres de la commission sont désignés par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports.

Art. 8. — Le classement par groupe des diplômes prévus au tableau A ne saurait en aucun cas entraîner de conséquences, tant sur le plan administratif que sur le plan financier, en matière de recrutement du personnel de l'Etat, de classement hiérarchique des grades et emplois de ce personnel, ni de son échelonnement indiciaire.

Par ailleurs, la possession d'un des diplômes figurant dans un groupe du tableau A ne saurait entraîner la délivrance par équivalence d'un autre diplôme du même groupe.

Art. 9. — Les personnes autorisées de plein droit, conformément aux dispositions de l'article 6 (alinéa 2) de la loi susvisée, à continuer à exercer la profession d'éducateur physique ou sportif sans être titulaires d'un des diplômes ou brevets prévus au présent arrêté doivent, dans un délai de neuf mois à compter de la date de publication du présent arrêté, adresser une déclaration au chef du service départemental de la jeunesse et des sports du lieu de leur domicile, précisant qu'elles ont commencé à exercer leur profession avant le 8 août 1961.

Art. 10. — Les personnes exerçant à la date du 8 août 1963 et titulaires de diplômes non prévus au tableau A annexé au présent arrêté peuvent demander la reconnaissance de leurs diplômes par équivalence à l'un des diplômes mentionnés dans ce tableau.

Cette demande doit être adressée au chef du service départemental de la jeunesse et des sports du lieu de leur domicile dans un délai de neuf mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

Les fédérations ou groupements privés qui désirent obtenir la reconnaissance d'équivalence pour les diplômes qu'ils ont délivrés antérieurement au 8 août 1963 doivent en faire la demande au secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, par l'intermédiaire du chef du service départemental de la jeunesse et des sports du lieu de leur siège social, dans un délai de neuf mois à compter de la date de publication du présent arrêté.

Après avis de la commission académique prévue à l'article 2 de la loi susvisée, la demande sera examinée par la commission prévue à l'article 7 ci-dessus.

La décision sera prise par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, qui pourra déléguer sa signature aux recteurs d'académie.

Art. 11. — Les personnes qui, à la date de publication du présent arrêté, ont déjà commencé à exercer la profession d'éducateur physique, sans l'avoir exercée avant le 8 août 1961, disposeront d'un délai de quinze mois pour acquérir au minimum le brevet d'aide-moniteur d'éducation physique et sportive et, sous réserve de l'avoir obtenu, bénéficieront du droit d'exercer, même à titre d'occupation principale, cette profession.

Pour bénéficier de ce régime transitoire, elles devront en faire la déclaration par écrit au chef du service départemental de la jeunesse et des sports du lieu de leur domicile dans un délai de neuf mois à compter de la date de publication du présent arrêté. Elles adresseront à ce même service, dès que possible et nécessairement avant l'expiration du délai de quinze mois susvisé, copie du diplôme obtenu.

Art. 12. — Le directeur des sports et le sous-directeur de l'administration sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 30 juillet 1965.

MAURICE HERZOG.

## TABLEAU A

## GROUPE I

- Certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (2<sup>e</sup> partie).
- Certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (examen probatoire).
- Brevet de cadre de maîtrise d'éducation physique et sportive (armée de l'air).
- Brevet d'éducation physique et sportive militaire, délivré en 1946, 1947 et 1948 (officiers ayant accompli une année à l'E. N. S. E. P.).
- Certificat d'aptitude au professorat de la ville de Paris.
- Certificat d'aptitude pédagogique à l'entraînement physique dans les milieux non scolaires (2 parties).
- Diplôme d'instructeur d'entraînement physique militaire, délivré de 1946 à 1950 et complété par une année d'études à l'E. N. S. E. P.
- Diplôme de professeur d'E. P. de l'institut libre d'éducation physique supérieure (bacheliers ou cadre national).

## GROUPE II

Diplôme de maître d'éducation physique et sportive (2<sup>e</sup> partie).  
 Certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive (1<sup>re</sup> partie).  
 Brevet d'Etat d'éducation physique et sportive.  
 Brevet de moniteur 1942.  
 Brevet d'instructeur spécialisé d'entraînement physique dans le corps des sapeurs-pompiers (degré supérieur).  
 Brevet du deuxième degré de spécialiste d'entraînement physique militaire (moniteur chef).  
 Brevet d'entraînement physique militaire, deuxième degré (moniteur chef d'E. P. M.).  
 Brevet d'éducation physique et sportive militaire, délivré de 1946 à 1948 par l'école normale de maîtres d'éducation physique.  
 Certificat d'aptitude à l'éducation physique (degré supérieur).  
 Certificat délivré après l'examen de recrutement des professeurs suppléants de la ville de Paris (professeur délégué).  
 Certificat d'études supérieures d'éducation physique et sportive, délivré par un institut régional d'éducation physique.  
 Diplôme d'instructeur d'entraînement physique militaire, délivré de 1946 à 1950 à des officiers.  
 Diplôme 4 ou 4 bis de l'école normale de gymnastique et d'escrime de Joinville.  
 Diplôme 5, 6 ou 9 de l'école supérieure de Joinville.  
 Diplôme de l'institut libre d'éducation physique supérieure.

Diplôme de l'école normale d'éducation physique féminine.  
 Certificat d'aptitude pédagogique à l'entraînement physique dans les milieux non scolaires (1<sup>re</sup> partie).  
 Diplôme de moniteur d'éducation physique de l'enseignement libre (2<sup>e</sup> degré).  
 Diplôme de maître de gymnastique, délivré par le ministère de l'instruction publique et des beaux-arts.

## GROUPE III

Diplôme de maître d'éducation physique et sportive (1<sup>re</sup> partie).  
 Brevet du premier degré de spécialiste d'entraînement physique militaire.  
 Brevet d'entraînement physique militaire, premier degré (moniteur d'E. P. M.).  
 Brevet d'instructeur spécialisé d'entraînement physique dans le corps des sapeurs-pompiers.  
 Diplôme d'entraînement physique militaire (moniteur d'E. P. M.).

## GROUPE IV

Brevet d'aide-moniteur d'éducation physique et sportive.  
 Certificat d'entraînement physique militaire n° 2.  
 Diplôme de moniteur d'éducation physique de l'enseignement libre (1<sup>re</sup> degré).  
 Diplôme d'entraînement physique militaire (aide-moniteur E. P. M.).  
 Certificat d'entraînement physique militaire (aide-moniteur E. P. M.).

## TABLEAU B

## TITRES ET DIPLOMES

## Alpinisme.

Guide de haute montagne.  
 Guide de montagne.  
 Aspirant guidé de montagne.  
 Certificat d'aptitude à l'enseignement alpin.

## Escrime.

Maître d'armes.  
 Brevet d'Etat de maître d'escrime.  
 Brevet d'Etat de prévôt d'escrime.  
 Brevet de maître d'escrime moniteur E. P. M.

## Golf.

Professeur de golf.  
 Assistant professeur de golf.

## Judo.

Professeur de judo, de jiu-jitsu et de méthodes de combat assimilées.

## Natation.

Maître-nageur sauveteur.  
 Moniteur de natation sportive.

## Plongée subaquatique.

Moniteur de plongée subaquatique.

## Ski.

Moniteur de ski.  
 Moniteur auxiliaire de ski.  
 Certificat de capacité à l'enseignement du ski.  
 Educateur scolaire de ski.

## Ski nautique.

Moniteur de ski nautique.  
 Instructeur de ski nautique.

## Tennis.

Professeur de tennis.

## Activités diverses.

Conseiller sportif (2 parties).

## LÉGISLATION CORRESPONDANTE

Loi du 18 février 1948 ; décret du 3 février 1950, modifié par les décrets du 8 octobre 1954, du 8 décembre 1959 et du 24 août 1962 ; arrêté du 21 avril 1950 ; arrêté du 31 août 1950, complété par les arrêtés des 28 février 1951, 10 avril 1956, 2 septembre 1957 et 25 mai 1964 ; arrêté du 13 janvier 1957 ; arrêté du 4 août 1961 ; arrêté du 25 mai 1962.

Arrêté du 4 janvier 1954, complété par l'arrêté du 10 décembre 1954 et par l'arrêté du 28 septembre 1964.

Arrêté du 8 avril 1965.

Loi du 28 novembre 1955 ; décret du 3 mai 1958 ; arrêté du 6 mars 1959 ; arrêté du 25 mars 1959 ; arrêté du 27 mars 1959 ; arrêté du 1<sup>er</sup> septembre 1959, complété par l'arrêté du 10 octobre 1960 et l'arrêté du 16 mars 1965.

Loi du 24 mai 1951 ; arrêté du 31 juillet 1951, modifié par les arrêtés des 1<sup>er</sup> août 1952, 12 mai 1953, 18 mai 1954, 31 octobre 1954, 15 mars 1958 et 12 octobre 1962 ; arrêté interministériel du 15 mars 1958 ; arrêté interministériel du 30 septembre 1958 ; arrêté du 4 janvier 1954, abrogé par l'arrêté du 15 février 1961 ; arrêté du 14 décembre 1964.

Arrêté du 28 septembre 1964 ; arrêté du 5 mars 1965.

Loi du 18 février 1948 ; décret du 26 septembre 1951, modifié par le décret du 14 août 1962 ; arrêté du 7 janvier 1952, modifié par les arrêtés des 24 avril 1952, 20 octobre 1953, 15 février 1954, 5 août 1954, 11 avril 1956, 21 décembre 1959, 20 février 1961 et 26 novembre 1962 ; arrêté du 13 janvier 1957 ; arrêté du 28 novembre 1958 ; arrêté du 6 mai 1955.

Arrêté du 22 mars 1965.

Arrêté du 18 février 1965.

Arrêté du 29 juin 1960.